



0223 8X 1092 / FE1
0224 5X 1089 / FE2

PREFECTURES DE L'AUBE ET DE LA MARNE

Agence Régionale de Santé
Grand Est
Délégation territoriale de l'Aube
Service Santé - Environnement

Agence Régionale de Santé
Grand Est
Délégation territoriale de la Marne
Service Santé - Environnement

Arrêté interpréfectoral n°ARS-SE-2017-3 portant :

- autorisation sanitaire de distribuer l'eau au profit du Syndicat mixte de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (SDDEA),
- déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour des captages FE1 et FE2 sur le territoire des communes de Plancy l'Abbaye, Courcemain, et Faux-Fresnay,
- autorisation de prélèvement des eaux souterraines au profit du SDDEA.

LA PREFETE DE L'AUBE
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MARNE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-6, L. 214-8, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5 et R.214-53 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code forestier et notamment les articles L. 311-1, L. 312-1, L. 411-1 et R. 412-19 à R. 412-27 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-4 à R.11-14 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L. 123-16, L. 126-1, L. 123-16 et R. 123-22 à R. 123-23 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R. 3232-1 à R. 3232-1-4 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU l'ordonnance 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les Agences Régionales de Santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret du 12 novembre 2014 nommant Madame Isabelle DILHAC, Préfète du département de l'Aube ;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Denis CONUS, Préfet du département de la Marne ;

VU le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

VU le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Christophe LANNELONGUE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Grand Est ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2007-49 du 11 Janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'instruction ministérielle en date du 24 mars 2010 relative aux relations entre les Préfets et les Agences Régionales de Santé (ARS) ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 5 novembre 2015 ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le Préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU le protocole départemental relatif aux relations entre le Préfet du département de la Marne, Préfet de Région Champagne-Ardenne, et le directeur Régional de Santé (ARS) Champagne-Ardenne du 24 avril 2013 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrête préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014118-0020 du 28 avril 2014 relatif à l'autorisation provisoire d'exploiter les nouveaux forages de la Forêt de la Perthe ;

VU l'arrêté DCDL-BCLI 2015351-0006 du 17 décembre 2015 relatif à la dissolution du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable Forêt de la Perthe ;

VU la délibération en date du 11 juin 2015 du syndical intercommunal d'alimentation en eau potable Forêt de la Perthe sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection des captages situés sur la commune de Plancy l'Abbaye, au lieu-dit «Champ de la Perthe» ;

VU la délibération du 15 octobre 2015 du comité syndical intercommunal d'alimentation en eau potable Forêt de la Perthe sollicitant le transfert de la totalité des compétences eau, à compter du 1^{er} janvier 2016, au Syndicat Départemental des Eaux de l'Aube ;

VU les rapports de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatifs à la délimitation des périmètres de protection immédiates des deux nouveaux forages (octobre 2013), à la mise en exploitation provisoire des deux forages (mars 2014), et à l'instauration des périmètres de protection (février 2015) ;

VU l'avis des services consultés sur les prescriptions proposées par l'hydrogéologue agréé en date du 4 décembre 2015 ;

VU la réunion publique d'information qui s'est déroulée le 24 février 2016 à Plancy l'Abbaye ;

VU l'arrêté n°DDT-SG-2016183-0001 du 1^{er} juillet 2016, pris respectivement par Madame la Préfète de l'Aube et Monsieur le Préfet de la Marne, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 5 septembre 2016 au 6 octobre 2016 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 14 octobre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (Coderst) de l'Aube en date du 15 décembre 2016 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (Coderst) de la Marne en date du 26 janvier 2017 ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

CONSIDERANT les risques liés aux activités exercées dans la zone d'alimentation des captages et la fragilité de la ressource ;

SUR proposition des Délégués Territoriaux de l'Aube et de la Marne de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et des Secrétaires Généraux des Préfectures de l'Aube et de la Marne ;

ARRETENT

Chapitre I - Déclaration d'utilité publique

Article 1 - Déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux

Le présent arrêté de déclaration d'utilité publique concerne les forages n° 02238X1092 (FE1) et n°02245X1089 (FE2) exploités par le Syndicat mixte de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (SDDEA), situés sur le territoire de la commune de Plancy l'Abbaye (respectivement sur les parcelles cadastrées H n° 71 et 73).

Il vaut récépissé de déclaration de prélèvement en application de l'article L. 214-1 du code de l'environnement.

Article 2 - Bénéficiaire et objet

Sont déclarés d'utilité publique, au bénéfice du SDDEA :

- Les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine, à partir des forages situés sur le territoire de la commune de Plancy l'Abbaye, au lieu-dit «Champ de la Perthe» ;
- La création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau ;

Article 3 - Caractéristiques des points de prélèvement

Les points de prélèvement d'eaux souterraines, déclarés d'utilité publique, sont repérés sur la commune de Plancy l'Abbaye par :

Ouvrage	FE1	FE2
Code BSS	02238X1092/FE1	02245X1089/FE2
Coordonnées en Lambert II étendu	X= 719 438 Y= 2 403 129 Z= 91	X= 719 693 Y= 2 402 981 Z= 93
Coordonnées cadastrales	H n°71	H n°73

Article 4 - Limitation de la quantité d'eau prélevée

Le prélèvement autorisé pour le SDDEA ne pourra excéder:

- 50 m³/h en pointe (pour les deux ouvrages cumulés)
- 533 m³/jour en moyenne
- 160 000 m³/an.

Article 5 - Equipements

Les ouvrages de prélèvement sont constitués de forages profonds de 40 m. Une pompe de 50 m³/h à débit variable équipe chacun des deux forages et permet le refoulement dans le réservoir principal de 800 m³.

Chapitre II - Autorisation sanitaire de distribuer de l'eau

Article 6 - Autorisation

Monsieur le président du SDDEA est autorisé à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée, en vue de la consommation humaine, à partir des forages cités à l'article 1.

Article 7 - Traitement

Avant distribution, les eaux subissent un traitement de simple désinfection par chlore gazeux.

Article 8 - Qualité des eaux

Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu de :

- Surveiller la qualité de l'eau distribuée, notamment au point de pompage ;
- Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et d'informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- N'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée et conformes aux dispositions de l'article R. 1321-50 du code de la santé publique ;
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;

- Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Chapitre III - Périmètres de protection

Article 9 - Périmètres de protection

En application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour des captages :

- Un périmètre de protection immédiate, dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan figurant en annexe III (commune concernée : Plancy l'Abbaye (10)) ;
- Un périmètre de protection rapprochée, dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan figurant en annexe III (communes concernées : Plancy l'Abbaye (10), Courcemain (51)) ;
- Un périmètre de protection éloignée, dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan figurant en annexe III (communes concernées : Plancy l'Abbaye (10), Courcemain (51), Faux Fresnay (51)).

Article 10 – Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloigné

Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'Agence régionale de santé en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, en particulier l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

Toutes mesures devront être prises pour que le SDDEA et l'Agence régionale de santé soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

10-1 - Périmètres de protection immédiate :

Les périmètres de protection immédiate, d'une surface de 439 m² pour FE1 et de 325 m² pour FE2, sont situés en forêt domaniale de la Perthe. Une convention devra être établie entre l'ONF et le SDDEA.

Ces périmètres devront, dans leur configuration actuelle, rester clôturés et fermés à clé, afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Tous les dépôts, installations ou activités, autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau, sont interdits.

L'entretien des surfaces doit être réalisé sans moyens chimiques. Le stationnement des véhicules de service doit être aménagé en dehors de ces zones.

10-2 - Périmètre de protection rapprochée :

Il comprend les parcelles mentionnées à l'état parcellaire figurant en annexe III du présent arrêté. La surface impactée par le périmètre de protection rapprochée est de 776 ha.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

10-3 - Périmètre de protection éloignée :

Il n'y a pas d'interdictions dans les limites du périmètre de protection éloignée. Les activités particulières sont réglementées et soumises à un accord de l'administration sanitaire. **Les prescriptions sont mentionnées en annexe II du présent arrêté.**

Article 11 - Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté et travaux

11-1 - Travaux

Les travaux de mise en conformité suivants devront être réalisés :

- matérialisation des périmètres de protection immédiate, limités à une surface de 15m*15m, centrée sur chacun des ouvrages avec un accès direct au chemin de desserte qui passe en lisière de la forêt. L'emprise de l'accès aura une largeur de 6 m pour aménager un chemin et permettre le passage des réseaux nécessaire au raccordement et à l'exploitation des forages. Les périmètres de protection devront être matérialisés par un grillage (2 m de hauteur) et disposer d'un portail d'accès (3 m de largeur) avec fermeture sécurisée,
- mise en place d'une signalétique informant de la présence de la zone de captages,
- suivi en continu et l'enregistrement des niveaux d'eau dans les forages et l'aquifère par des sondes installées dans les forages exploités et éventuellement dans un piézomètre proche,
- raccordement dans les règles de l'art des ouvrages, en conservant l'intégrité des aménagements destinés à prévenir les infiltrations au niveau des têtes de puits,
- aménagement ou la neutralisation des piézomètres et sondages liés à la prospection et à l'étude l'aquifère sollicité par le champ captant,
- abandon avec neutralisation ou la sécurisation des forages destinés à l'irrigation présents dans les limites du périmètre de protection rapprochée,
- adaptation éventuelle des plans d'épandage pour exclure les parcelles comprises dans le périmètre de protection rapprochée.

11-2 - Délai

Il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- dans un délai de 6 mois maximum pour les périmètres de protection immédiate ;
- dans un délai de deux ans maximum pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée.

Article 12- Régime des indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues seront à la charge du SDDEA.

Chapitre IV - Prescriptions concernant l'ouvrage et les prélèvements

Article 13 - Dispositif de mesure et de suivi

Les ouvrages de prélèvement doivent être équipés d'un compteur volumétrique. L'exploitant, ou à défaut le propriétaire, est tenu d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver 3 ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'administration.

Article 14 - Abandon des forages

Tout forage, puits ou ouvrage souterrain abandonné est comblé par des matériaux permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères traversées ainsi que l'absence de transfert de pollution.

La déclaration de l'abandon de l'ouvrage doit être communiquée au Préfet au moins un mois avant le début des travaux et doit comprendre :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement ;
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité ;
- une coupe géologique des différents niveaux géologiques et formations aquifères présentes au droit du forage à combler ;
- une coupe technique précisant les équipements en place ;
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ainsi que les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage, le déclarant en informe le Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

Article 15 - Surveillance et entretien

Les opérations de prélèvement sont régulièrement surveillées ; les ouvrages et installations de prélèvement sont régulièrement entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage ;
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Le SDDEA devra mettre en place un réseau d'alerte et de secours en concertation avec les autorités compétentes. Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au Préfet, dès que le propriétaire ou l'exploitant en a connaissance.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, le propriétaire ou l'exploitant doit prendre ou faire prendre toute mesure utile pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Article 16 – Accessibilité

Les propriétaires et exploitants sont tenus de laisser accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L 216-4 du code de l'environnement.

Article 17 - Déclaration d'incident ou d'accident

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au Préfet, ou au Maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L 211-1 du code de l'environnement (notamment de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, libre écoulement des eaux, santé, salubrité publique, sécurité civile, conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau).

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Article 18 - Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant de l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

Article 19 - Modification des prescriptions et prélèvements

Si au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au Préfet, qui statue par arrêté conformément au respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, l'autorité administrative peut imposer, par un arrêté complémentaire, toute prescription spécifique nécessaire.

Article 20 - Transmission du bénéfice de la déclaration

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Chapitre V - Dispositions générales

Article 21 - Modification de la déclaration d'utilité publique

Toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral, après enquête publique.

En cas d'abandon des captages, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

Article 22 - Informations des tiers - Publicité

22-1 - Le présent arrêté sera, conformément au code de la santé publique (art R1321-13-1) :

- notifié, sans délai, par le président du SDDEA, à chacun des propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures de l'Aube et la Marne ;
- affiché en mairies de Plancy l'Abbaye, Courcemain et Faux Fresnay pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux ;
- un exemplaire du présent arrêté est déposé en mairies de Plancy l'Abbaye, Courcemain et Faux Fresnay, pour y être consulté.

22-2 - En application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme :

- Les servitudes du présent arrêté seront à annexer, dans un délai de trois mois, dans le plan local d'urbanisme de la commune de Plancy l'Abbaye ;
- les communes de Courcemain et Faux Fresnay ne possède pas de document d'urbanisme ; les servitudes du présent arrêté seront à annexer aux futurs documents d'urbanisme.

Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins de Monsieur le président du SDDEA. Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé, dans **un délai de 6 mois** après la date de

la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Article 23 - Sanctions

23-1 - Sanctions relatives aux dispositions prévues par les chapitres I, II et III

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, **est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :**

- D'offrir ou de vendre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, sans s'être assuré que cette eau est propre à la consommation ou à l'usage qui en est fait ;
- D'utiliser de l'eau impropre à la consommation pour la préparation et la conservation de toutes denrées et marchandises destinées à l'alimentation humaine, à l'exception des cas prévus en application de l'article L. 1323-1 ;
- D'exercer les activités énumérées au I de l'article L. 1321-7 et au I de l'article L. 1322-1 sans les autorisations qu'ils prévoient ;
- De ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique ou des actes déclaratifs d'utilité publique mentionnés à l'article L. 1321-2 ;
- De ne pas se conformer aux dispositions relatives à l'interdiction et à la réglementation des activités, travaux, dépôts et installations, dans les périmètres de protection mentionnés aux articles L. 1322-3 à L. 1322-7 ;
- De ne pas se conformer aux dispositions prévues au I de l'article L. 1321-4 ou, concernant les eaux minérales, à l'article L. 1322-2 ;
- De refuser de prendre toute mesure prévue au II de l'article L. 1321-4 pour faire cesser un risque grave pour la santé publique ;
- D'amener par canaux à ciel ouvert de l'eau destinée à l'alimentation humaine en violation des dispositions de l'article L. 1321-8.

En application de l'article R.216-12 du Code de l'environnement, **est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe :**

- Quiconque aura, sans la déclaration requise pour un acte, une opération, une installation ou un ouvrage, soit commis cet acte, conduit ou effectué cette opération, exploité cette installation ou cet ouvrage, soit mis en place ou participé à la mise en place d'une installation ou d'un tel ouvrage.
- Quiconque aura réalisé un ouvrage, une installation, des travaux ou une activité soumise à autorisation, sans satisfaire aux prescriptions fixées par le Préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires.
- Quiconque ne respecte pas les prescriptions édictées par arrêté ministériel en application des articles L. 211-2 (3°) ou L. 211-3 (2°) du code de l'environnement susvisé, qui sont attachées à la déclaration de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité, ou ne respecte pas les prescriptions modificatives ou complémentaires édictées par le Préfet.
- Quiconque n'aura pas effectué les travaux de modification ou de suppression des ouvrages, installations ou aménagements ou de remise en état du site, qui lui auront été prescrits par arrêté préfectoral ou n'aura pas respecté les conditions dont est assortie, par le même arrêté la réalisation des travaux.
- Le bénéficiaire de l'autorisation ou de la déclaration qui aura apporté une modification à l'ouvrage, à l'installation, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, sans l'avoir préalablement portée à la connaissance du Préfet, si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.
- Quiconque se trouve substitué au bénéficiaire d'une déclaration sans en faire la déclaration au Préfet.

- L'exploitant, ou à défaut, le propriétaire, qui n'aura pas déclaré, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, soit de l'exploitation d'un ouvrage ou d'une installation, soit de son affectation telle qu'indiquée dans la demande de déclaration.
- L'exploitant, l'utilisateur ou, à défaut, le propriétaire ou le responsable de la conduite des opérations qui aura omis de déclarer tout événement.

23-2 Sanctions relatives aux dispositions prévues par le chapitre IV

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

Article 24 – Voie et délai de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Chalons en Champagne, (25 rue du Lycée, 51000, Chalons en Champagne), dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

A l'intérieur de ce délai, un recours administratif peut être introduit, selon une des formes suivantes :

- soit un recours gracieux, auprès de Madame la Préfète de l'Aube – 2 rue Pierre Labonde - CS 20372 - 10025 TROYES Cedex et/ou adressé à Monsieur le Préfet de la Marne - 38 rue Carnot 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE ;
- soit un recours hiérarchique, auprès du Ministère en charge de la santé – 8 avenue de Ségur 75350 PARIS 07 SP.

24-1 - Délai de recours sur les prescriptions fixées aux chapitres I et II

Le délai de recours est de deux mois à partir de la notification du présent arrêté. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

24-2 - Délai de recours sur les prescriptions fixées au chapitre III

En vertu de l'article L. 214-10 du code de l'environnement susvisé, les prescriptions fixées au chapitre III sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'arrêté.

Article 25 - Exécution

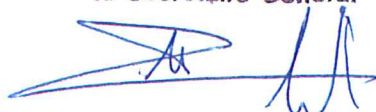
M. le Secrétaire général de la préfecture de l'Aube, M. le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, la déléguée territoriale de l'Aube et le délégué territorial de la Marne de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, le directeur départemental des territoires de l'Aube, le directeur départemental des territoires de la Marne, M. le président du Syndicat du SDDEA, M. le maire Plancy l'Abbaye, M. le maire de Courcemain et M. le maire de Faux Fresnay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de l'Aube et de la Marne.

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information:

- Au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;
- Au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
- Au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aube ;

- Au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Marne ;
- Au président du COPE de la Forêt de la Perthe ;
- Au président du conseil départemental de l'Aube ;
- Au président du conseil départemental de la Marne ;
- Au président de la chambre d'agriculture de l'Aube ;
- Au président de la chambre d'agriculture de la Marne ;
- Au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- Au directeur interdépartemental de l'office national des forêts ;
- Au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés de l'Aube ;
- Au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés de la Marne ;
- Au directeur de l'agence régionale de la SAFER.

A TROYES, le 28 MARS 2017
 Pour la Préfète,
 le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

A CHALONS-EN-CHAMPAGNE, le 28 MARS 2017

Pour le Préfet
 Le Secrétaire Général

Denis GAUDIN

Annexe I : Prescriptions applicables dans le périmètre de protection rapprochée des captages FE1 et FE2 de la Forêt de la Perthe

Annexe II : Prescriptions applicables dans le périmètre de protection éloignée des captages FE1 et FE2 de la Forêt de la Perthe

Annexe III : Plan et état parcellaire